

TIC-TAC HEBDO

Édition spéciale 25 ans — 21 juin 2026

Édition spéciale — 25 ans (2001-2026)

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- **ÉCONOMIE** : vingt-cinq ans de croissance, mais pourquoi la pauvreté persiste-t-elle ?
- **GOVERNANCE** : L'État s'est-il réellement rapproché des citoyens ?
- **RESSOURCES** : Pourquoi un pays aussi riche peine-t-il encore à nourrir, industrialiser et développer sa

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



TIC-TAC HEBDO · ÉDITION SPÉCIALE 25 ANS · 2021-2026



DIPLOMATIE :
QUELLE PLACE POUR LE CONGO EN
AFRIQUE ET DANS LE MONDE ?



JUSTICE :
LA JUSTICE INSPIRE-T-ELLE
DAVANTAGE CONFIANCE AUX
CITOYENS ?



ÉDITORIAL :
UN QUART DE SIÈCLE D'HISTOIRE,
UNE GÉNÉRATION DE CONGOLAIS



UN QUART DE SIÈCLE D'HISTOIRE, UNE GÉNÉRATION DE CONGOLAIS

Par Paulin Kibando Sengi

Vingt-cinq ans. Pour l'histoire d'une Nation, c'est une étape. Pour la vie d'un être humain, c'est une génération entière.

L'enfant né en 2001 est aujourd'hui un jeune adulte. Il n'a pas connu les années qui ont précédé la Deuxième Guerre du Congo. Il n'a connu ni le Zaïre, ni la transition des années 1990. Toute son existence s'est construite dans une République démocratique du Congo qui cherchait à se reconstruire, à se stabiliser et à définir sa place en Afrique et dans le monde. Durant ce quart de siècle, notre pays a connu des guerres, des accords de paix, des élections, des réformes institutionnelles, des périodes de croissance économique, des crises politiques, des progrès technologiques, des avancées diplomatiques et de nombreuses épreuves. Des millions de Congolais ont vu leur quotidien bouleversé par l'insécurité, les déplacements de populations, les difficultés économiques ou les transformations sociales. Dans le même temps, une nouvelle génération d'entrepreneurs,

d'étudiants, d'agriculteurs, d'artistes, de chercheurs et d'innovateurs a continué à croire en l'avenir de la Nation.

Ces vingt-cinq années ont profondément transformé la République démocratique du Congo. Elles ont également révélé une réalité essentielle : les défis du pays ne peuvent jamais être compris sous un seul angle. La sécurité influence l'économie. L'économie dépend de la gouvernance. La gouvernance exige une justice crédible. La valorisation des ressources naturelles suppose des institutions fortes. Enfin, la place qu'occupe la RDC dans le monde est largement déterminée par sa stabilité intérieure et sa capacité à défendre ses intérêts.

C'est cette conviction qui a guidé la réalisation de cette édition spéciale de TIC-TAC HEBDO. Plutôt que de revenir sur les événements au rythme de l'actualité, nous avons choisi de prendre du recul. Pendant plusieurs semaines, nous avons rassemblé des données, consulté des documents, confronté des analyses et replacé les faits dans leur contexte afin de proposer une lecture globale de l'évolution du pays entre 2001 et 2026.

Les six dossiers qui composent cette édition abordent les principaux piliers de l'État : la sécurité, l'économie, la gouvernance, la justice et l'État de droit, les ressources naturelles ainsi que la diplomatie. Ils ne prétendent pas apporter des réponses définitives à toutes les questions. Ils cherchent avant tout à éclairer le débat public par des faits, des évolutions observables et des analyses qui dépassent les oppositions politiques du moment.

Au fil de cette rétrospective, un constat s'impose : malgré les difficultés, la République démocratique du Congo est restée debout. Elle a préservé son unité, consolidé ses institutions, renforcé son poids stratégique sur la scène internationale et démontré une capacité de résilience exceptionnelle. Mais ces acquis ne

doivent pas masquer les défis qui demeurent. L'insécurité persiste dans plusieurs régions. La pauvreté touche encore une part importante de la population. La justice reste confrontée à d'importants défis d'accès et de confiance. La transformation locale des richesses progresse lentement. Les attentes de la jeunesse continuent de grandir.

L'histoire montre pourtant qu'aucun pays ne construit durablement son avenir sans comprendre son passé. Les erreurs doivent être étudiées pour ne pas être reproduites. Les réussites doivent être consolidées. Les institutions doivent être renforcées. Les citoyens doivent rester au cœur de l'action publique.

Cette édition spéciale n'a donc pas pour vocation de distribuer des éloges ou des blâmes. Elle invite simplement chaque lecteur à regarder la République démocratique du Congo avec lucidité, sans passion excessive ni résignation.

Car les vingt-cinq dernières années ne racontent pas seulement l'histoire de deux présidences. Elles racontent l'histoire de plus de cent millions de Congolais qui, malgré les crises, ont continué à travailler, à entreprendre, à enseigner, à cultiver leurs terres, à soigner, à créer et à espérer.

En définitive, le véritable héritage de ces vingt-cinq années ne se mesure pas uniquement à travers les infrastructures construites, les réformes adoptées ou les statistiques économiques. Il se mesure aussi dans la capacité du peuple congolais à croire que son destin peut encore être façonné par ses propres choix.

Comprendre le chemin parcouru n'est pas un exercice de nostalgie. C'est une nécessité pour mieux préparer l'avenir.

C'est dans cet esprit que TIC-TAC HEBDO vous invite à parcourir les pages qui suivent.

STOP EBOLA

ENSEMBLE, NOUS POUVONS STOPPER EBOLA !

FIÈVRE, MAUX DE TÊTE,
DOULEURS, VOMISSEMENTS,
DIARRHÉE, SAIGNEMENTS ?

ALERTEZ IMMÉDIATEMENT

APPELÉZ IMMÉDIATEMENT
LES ÉQUIPES
DE SANTÉ

LES SOINS PRÉCOCES
SAUVENT DES VIES !

ÉVITEZ
LES CONTACTS
AVEC LES MALADES

NE TOUCHEZ PAS,
PROTÉGEZ-VOUS !

PAS DE FUNÉRAILLES
À RISQUE

RESPECTONS LES
MESURES SÉCURITAIRES !

**LAVEZ-VOUS
RÉGULIÈREMENT**

LES MAINS À L'EAU
ET AU SAVON

EBOLA TUE,
LA PRÉVENTION
SAUVE !

SENSIBILISATION DE MASSE — PROTÉGEONS GOMA ET LE NORD-KIVU

PROTÉGEZ-VOUS

PROTÉGEZ VOTRE FAMILLE

PROTÉGEZ NOTRE COMMUNAUTÉ

Informez, Sensibilisez, Sauvez des vies

VINGT-CINQ ANS DE DÉFIS SÉCURITAIRES

COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DE L'INSÉCURITÉ POUR MIEUX CONSTRUIRE LA PAIX



Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

En République démocratique du Congo, la sécurité n'est pas un concept abstrait. Elle se vit au quotidien, entre survivre ou fuir, entre rester ou tout abandonner. Depuis plus de vingt ans, le pays avance dans une forme de stabilité inachevée, où chaque période semble refermer une crise tout en en ouvrant une autre.

De Joseph Kabila à Félix Tshisekedi, les visages du pouvoir ont changé, mais la question centrale demeure : pourquoi la paix reste-t-elle si difficile à consolider dans un pays pourtant réunifié, riche en ressources et soutenu par de multiples partenaires internationaux ?

Comprendre la sécurité en RDC impose donc de dépasser les lectures politiques immédiates pour observer les dynamiques profondes qui structurent les violences depuis un quart de siècle.

1. DE LA GUERRE À UNE PAIX INACHEVÉE (2001–2013)

En 2001, la RDC n'est pas un État stabilisé : c'est un pays encore en recomposition, issu de l'une des guerres les plus complexes du continent africain. Le territoire est morcelé, les autorités sont contestées, et des zones entières échappent encore au contrôle de Kinshasa.

Le défi de l'époque est colossal : il ne s'agit pas simplement de sécuriser, mais de reconstruire l'idée même d'un État unifié.

Les années suivantes sont marquées par une succession d'accords politiques, d'intégrations de groupes armés et de compromis institutionnels. Progressivement, une architecture étatique se remet en place. Les élections de 2006 symbolisent ce retour à une forme d'ordre

politique national.

Mais cette stabilisation reste fragile et incomplète.

Dans l'Est du pays, la violence ne disparaît jamais réellement. Elle change de forme. Les ADF continuent leurs attaques meurtrières dans la région de Beni. Les FDLR s'enracinent dans certaines zones frontalières. Des conflits locaux, souvent invisibles à l'échelle nationale, persistent autour des terres, des identités et des ressources.

La victoire militaire contre le M23 en 2013 donne alors l'impression d'un tournant décisif. Mais cette victoire cache une réalité plus profonde : les causes de la violence n'ont pas été résolues, seulement contenues. Pauvreté structurelle, institutions faibles, armée inégalement réformée, tensions communautaires non apaisées.

À la fin de cette période, la RDC n'est plus en guerre généralisée, mais elle n'a pas encore trouvé la paix.

2. UNE INSÉCURITÉ QUI CHANGE DE FORME (2013–2019)

Après 2013, le pays entre dans une nouvelle phase : celle des conflits fragmentés. La grande guerre appartient au passé, mais les violences deviennent plus diffuses, plus locales, parfois plus imprévisibles.

Dans l'Est, les ADF poursuivent leurs attaques avec une régularité meurtrière. L'Ituri redevient progressivement un foyer actif de violences armées impliquant plusieurs groupes. Dans les zones rurales, les milices se multiplient, se recomposent ou disparaissent sans jamais totalement s'éteindre.

Au centre du pays, la crise du Kasai entre 2016 et 2018 marque un choc majeur. Elle rappelle brutalement que l'insécurité congolaise ne se limite pas à une seule région. Elle peut surgir ailleurs, rapidement, et avec une intensité

extrême.

Dans le même temps, le secteur de sécurité reste confronté à des limites structurelles persistantes : déploiement difficile, manque de moyens, coordination fragile, et présence inégale de l'État sur le territoire.

À ce stade, la RDC n'est plus dans une logique de guerre frontale, mais dans une réalité plus complexe : une mosaïque de crises locales sans résolution définitive.

3. UNE INSÉCURITÉ MULTIDIMENSIONNELLE (2019–2026)

Avec l'arrivée de Félix Tshisekedi en 2019, la RDC entre dans une nouvelle phase politique et sécuritaire. Le pays est unifié sur le plan institutionnel, mais profondément marqué par les fragilités accumulées.

Les autorités engagent plusieurs réponses : état de siège au Nord-Kivu et en Ituri, coopération militaire régionale contre les ADF, et relance de la diplomatie sécuritaire avec les pays voisins. Mais très vite, la réalité du terrain impose ses limites.

Les ADF continuent leurs attaques. L'Ituri reste instable. Et surtout, à partir de 2021, la résurgence du M23 reconfigure entièrement le paysage sécuritaire de l'Est, avec des conséquences militaires et politiques majeures. Dans l'ouest du pays, un phénomène nouveau émerge : les violences Mobondo, liées à des tensions communautaires et foncières, montrent que les dynamiques de conflictualité ne sont plus confinées à l'Est.

À Kinshasa et dans plusieurs centres urbains, la criminalité organisée et les gangs deviennent également un enjeu quotidien.

La sécurité congolaise devient ainsi multicouche : guerre à l'Est, tensions communautaires au centre et à l'Ouest, criminalité urbaine dans les grandes villes, et fragilités transfrontalières aux frontières.

CONCLUSION

En vingt-cinq ans, la RDC a quitté la guerre totale sans parvenir à construire une paix durable. Le pays a changé de forme de conflit, mais pas encore de logique profonde.

Joseph Kabila a porté la phase de reconstruction et de réunification. Félix Tshisekedi fait face à une insécurité plus fragmentée, plus dispersée, mais toujours enracinée dans les mêmes fragilités structurelles.

La principale leçon est claire : en RDC, la sécurité ne se gagne pas uniquement sur le champ de bataille. Elle se construit dans la durée, à travers des institutions fortes, une gouvernance crédible, un développement réel et une présence effective de l'État.

Tant que ces éléments ne seront pas consolidés, les conflits continueront de changer de forme sans disparaître.

VINGT-CINQ ANS DE CROISSANCE, MAIS POURQUOI LA PAUVRETÉ PERSISTE-T-ELLE ?



Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO Comprendre le paradoxe économique congolais de Joseph Kabila à Félix Tshisekedi

Depuis le début des années 2000, la République démocratique du Congo a régulièrement affiché des taux de croissance parmi les plus élevés d'Afrique. Le cuivre, le cobalt, l'or, le coltan, les diamants, l'étain et d'autres ressources naturelles ont replacé le pays au cœur des grands enjeux économiques mondiaux. Pourtant, dans la vie quotidienne, cette richesse reste peu visible pour une grande partie de la population. Le chômage, la pauvreté, la faiblesse du pouvoir d'achat, le manque d'électricité, les routes insuffisantes et la dépendance aux importations continuent de peser sur les ménages. Le vrai débat n'est donc pas seulement de savoir si l'économie congolaise a grandi. Les chiffres montrent qu'elle a effectivement grandi. La vraie question est plutôt celle-ci : pourquoi cette croissance ne s'est-elle pas transformée en amélioration massive des conditions de vie ?

1. UNE ÉCONOMIE RELEVÉE APRÈS LA GUERRE, MAIS RESTÉE FRAGILE

Lorsque Joseph Kabila arrive au pouvoir en 2001, l'économie congolaise sort d'une période de guerre, d'effondrement institutionnel et de

désorganisation profonde. L'État peine à mobiliser ses recettes, les infrastructures sont détruites ou abandonnées, les investisseurs sont prudents et l'économie nationale fonctionne dans un contexte d'instabilité.

Les premières années sont donc marquées par une priorité : restaurer les grands équilibres macroéconomiques. Progressivement, la RDC retrouve une certaine stabilité monétaire, relance la coopération avec les institutions financières internationales et attire de nouveaux investissements, notamment dans le secteur minier.

Entre 2002 et 2010, la Banque mondiale note que la croissance congolaise reprend fortement après la guerre. Puis, entre 2010 et 2015, l'économie connaît une accélération

importante, avec une croissance moyenne annuelle élevée, portée principalement par l'expansion du secteur extractif. Sous Joseph Kabila, l'un des acquis économiques majeurs est donc le retour de la croissance après les années de guerre. Le pays retrouve une place dans l'économie régionale et internationale. Les mines redémarrent, certaines infrastructures sont reconstruites et les recettes publiques augmentent progressivement. Mais cette croissance reste fragile pour une raison essentielle : elle repose surtout sur les matières premières. Lorsque le cuivre et le cobalt se portent bien, les chiffres de l'économie s'améliorent. Lorsque les prix mondiaux baissent, les finances publiques et le franc congolais deviennent vulnérables. C'est ici que commence le paradoxe congolais. Le pays produit plus, exporte plus et attire plus d'investissements, mais cette dynamique crée peu d'emplois durables pour la majorité de la population. L'économie minière est puissante, mais elle absorbe relativement peu de main-d'œuvre par rapport à l'agriculture, au petit

→ Lire la suite page 5

Suite — ÉCONOMIE

commerce ou aux services informels. Le secteur extractif devient donc le moteur de la croissance, sans devenir automatiquement le moteur du développement populaire.

2. DE KABILA À TSHISEKEDI : UNE CROISSANCE CONTINUE, MAIS PEU TRANSFORMATRICE

L'arrivée de Félix Tshisekedi en 2019 ne marque pas une rupture économique totale. Elle s'inscrit plutôt dans la continuité d'un modèle déjà installé : une économie fortement dépendante des mines, des exportations de matières premières et des fluctuations du marché international.

Sous Tshisekedi, la croissance reste solide. La production du cuivre et du cobalt continue d'augmenter, soutenue notamment par de grands projets miniers. Les institutions internationales reconnaissent une résilience de l'économie congolaise, y compris dans un contexte de crise sanitaire mondiale, de guerre à l'Est et de tensions sur les prix internationaux. Des réformes sont également engagées dans les finances publiques, la mobilisation des recettes, la numérisation de certaines procédures et les investissements publics. Le Programme de développement local des 145 territoires est présenté comme une tentative de rapprocher les investissements de base des populations.

Cependant, malgré ces efforts, les difficultés structurelles demeurent. L'économie congolaise reste peu industrialisée. Le pays exporte principalement des minerais bruts ou faiblement transformés, puis importe de nombreux produits finis. Cette situation limite la création de valeur ajoutée locale.

Autrement dit, la RDC vend souvent la matière première, mais achète plus cher les produits transformés. Le pouvoir d'achat reste également fragile. Les périodes d'inflation, la dépréciation du franc congolais, la dépendance aux produits importés et les coûts élevés du transport affectent directement les ménages. Même lorsque les indicateurs macroéconomiques s'améliorent, les familles ne le ressentent pas toujours dans le panier de la ménagère. La Banque mondiale relève que la pauvreté reste très élevée malgré la croissance. Cela signifie que la croissance existe, mais qu'elle n'est pas suffisamment inclusive. Elle ne touche pas assez l'agriculture, les petites entreprises, l'industrie locale, l'emploi des jeunes et les services sociaux de base.

La comparaison entre Kabila et Tshisekedi montre donc une réalité

importante : les deux périodes ont connu de la croissance, mais aucune n'a encore réussi à transformer profondément la structure économique du pays.

Kabila a surtout géré la reconstruction économique après la guerre et le retour des grands investissements. Tshisekedi gouverne une économie plus ouverte et plus dynamique sur le plan minier, mais toujours confrontée au même défi : transformer la richesse nationale en bien-être populaire.

3. LE PARADOXE CONGOLAIS : UN PAYS RICHE, UNE POPULATION PAUVRE

La RDC possède des ressources naturelles exceptionnelles. Elle est stratégique pour la transition énergétique mondiale grâce au cobalt et au cuivre. Elle dispose aussi d'un énorme potentiel agricole, forestier, hydroélectrique et commercial. Pourtant, cette richesse ne suffit pas à développer un pays.

Le premier problème est la faible transformation locale. Tant que les minerais quittent le pays sans être suffisamment transformés sur place, la RDC perd une grande partie de la valeur ajoutée. Les emplois industriels, les compétences techniques, les chaînes de sous-traitance et les recettes fiscales potentielles se développent ailleurs. Le deuxième problème est la faiblesse des infrastructures. Une économie moderne a besoin de routes, d'électricité, de ports, de chemins de fer, d'entrepôts et de zones industrielles. Sans ces infrastructures, produire localement coûte cher, transporter les marchandises devient difficile et les investisseurs hésitent à s'installer en dehors des zones minières.

Le troisième problème est la faible diversification. L'agriculture pourrait employer massivement, nourrir le pays et réduire les importations alimentaires. Pourtant, elle reste insuffisamment mécanisée, mal financée et confrontée aux problèmes d'accès aux marchés. Dans un pays aussi vaste et aussi fertile, importer une grande partie de ce que la population consomme reste un signe de faiblesse structurelle. Le quatrième problème est la gouvernance. Les ressources naturelles peuvent devenir une bénédiction si elles sont bien gérées, mais elles peuvent aussi alimenter la corruption, les conflits, les inégalités et les détournements. La transparence dans les contrats, la traçabilité des recettes minières, la qualité de la dépense publique et le contrôle citoyen sont donc essentiels.

Le cinquième problème est l'insécurité. Dans l'Est du pays, les conflits perturbent l'agriculture, déplacent les populations, détruisent les marchés locaux, augmentent les dépenses

militaires et réduisent l'espace budgétaire pour les investissements sociaux. La guerre n'est donc pas seulement une tragédie humaine ; elle est aussi un frein économique majeur. Le sixième problème est l'économie informelle. Une grande partie des Congolais travaille, produit et commerce en dehors du cadre formel. Cela permet à des millions de familles de survivre, mais cela limite aussi l'accès au crédit, à la protection sociale, à la fiscalité organisée et aux politiques publiques efficaces. Ainsi, la pauvreté congolaise ne s'explique pas par l'absence de richesses. Elle s'explique surtout par la difficulté à transformer ces richesses en emplois, en services publics, en infrastructures, en industries et en pouvoir d'achat.

CONCLUSION

Vingt-cinq ans après le début des années 2000, la RDC n'est plus l'économie totalement désorganisée de l'après-guerre. Le pays a retrouvé la croissance, attiré des investissements et renforcé sa place dans les chaînes mondiales des minerais stratégiques. Mais le grand échec reste la transformation de cette croissance en développement humain durable. Sous Joseph Kabila, l'économie a été stabilisée et relancée après la guerre. Sous Félix Tshisekedi, la croissance s'est poursuivie dans un contexte minier favorable, avec des efforts de réforme et de mobilisation des recettes. Pourtant, dans les deux cas, la majorité des Congolais continue d'attendre les fruits réels de cette richesse.

La leçon principale est claire : la croissance économique ne suffit pas. Pour changer la vie des citoyens, elle doit produire des emplois, renforcer l'agriculture, développer l'industrie, améliorer les routes, fournir l'électricité, financer l'éducation et garantir une meilleure gouvernance.

La RDC ne manque pas de richesses. Elle manque encore d'un modèle capable de transformer ces richesses en prospérité partagée.

Le défi des prochaines années sera donc de passer d'une économie d'exportation des matières premières à une économie de transformation, de production locale et de création d'emplois.

C'est à cette condition que la croissance cessera d'être seulement un chiffre dans les rapports économiques pour devenir une réalité visible dans la vie quotidienne des Congolais.

VINGT-CINQ ANS DE GOUVERNANCE

L'ÉTAT S'EST-IL RÉELLEMENT RAPPROCHÉ DES CITOYENS ?

Par la rédaction de **TIC-TAC HEBDO**

Au lendemain de la Deuxième Guerre du Congo, la République démocratique du Congo devait relever un défi immense : reconstruire un État pratiquement désorganisé. Il fallait restaurer les institutions, relancer l'administration, rétablir les services publics et redonner confiance aux citoyens.

Vingt-cinq ans plus tard, le pays dispose d'institutions élues, de vingt-six provinces, d'une administration présente sur l'ensemble du territoire et d'importants programmes de développement. Pourtant, une question continue d'alimenter les débats : l'État congolais est-il aujourd'hui plus efficace qu'hier ? Les citoyens vivent-ils réellement les effets de ces réformes dans leur quotidien ? Au-delà des discours politiques, ce dossier propose une lecture fondée sur les faits afin de comprendre les progrès accomplis, les limites persistantes et les défis qui restent à relever.

1. RECONSTRUIRE L'ÉTAT : UN LONG PROCESSUS TOUJOURS EN COURS

En 2001, la priorité des autorités n'est pas uniquement de restaurer la sécurité, mais aussi de reconstruire les institutions nationales. Après plusieurs années de guerre, l'administration publique est profondément affaiblie. Dans plusieurs régions, les services de l'État sont inexistantes ou fonctionnent difficilement. Les infrastructures administratives sont délabrées et les moyens financiers extrêmement limités. Les années qui suivent voient progressivement renaître les principales institutions républicaines. La Constitution de 2006 pose les bases d'un nouvel ordre institutionnel. Les élections générales permettent l'installation d'institutions élues, tandis que le Parlement, le Gouvernement, la Cour constitutionnelle et les autres institutions de la République reprennent progressivement leurs fonctions.

Le découpage territorial de 2015 constitue l'une des plus importantes réformes administratives de l'histoire du pays. En passant de 11 à 26 provinces, les autorités poursuivent un objectif ambitieux : rapprocher l'administration des populations, améliorer la gouvernance locale et accélérer le développement des provinces.

Sur le papier, cette réforme représente une avancée majeure. Dans la pratique, ses résultats demeurent contrastés. Certaines nouvelles provinces ont permis un meilleur accès aux services administratifs, tandis que d'autres continuent de souffrir d'un manque de ressources, de personnel qualifié et d'infrastructures adaptées.

La justice connaît également plusieurs réformes destinées à renforcer son indépendance et son efficacité. Toutefois, pour une grande partie de la population, l'accès à une justice rapide, équitable et abordable demeure un défi. Les lenteurs administratives, le manque de moyens et les accusations de corruption continuent d'alimenter la méfiance envers certaines institutions judiciaires.

Sur le plan de la gouvernance, les rapports internationaux montrent une évolution lente mais irrégulière. Les progrès réalisés dans certains domaines sont souvent freinés par des difficultés persistantes liées à la corruption, à la faiblesse des capacités administratives et à la gestion des finances



publiques.

En réalité, la RDC n'est plus l'État fragilisé du début des années 2000. Mais elle n'est pas encore devenue l'administration moderne, performante et proche des citoyens à laquelle aspire sa population.

2. DES RÉFORMES SOCIALES QUI CHANGENT LE VISAGE DU PAYS

Si les institutions constituent l'ossature de l'État, les services publics représentent son visage le plus visible aux yeux des citoyens. C'est dans les écoles, les centres de santé, les routes, l'accès à l'eau et à l'électricité que les populations évaluent concrètement l'action publique.

L'une des réformes les plus marquantes de ces vingt-cinq dernières années concerne l'éducation. La Constitution de 2006 avait déjà consacré le principe de la gratuité de l'enseignement primaire. Cependant, c'est à partir de 2019 que cette politique connaît une généralisation à grande échelle. Des millions d'enfants supplémentaires rejoignent alors les écoles publiques, marquant une avancée sociale majeure.

Cette réussite révèle cependant les limites du système éducatif. Les salles de classe deviennent surchargées, les besoins en enseignants augmentent considérablement et les infrastructures peinent à suivre le rythme des nouvelles inscriptions. La gratuité améliore l'accès à l'école, mais pose simultanément la question de la qualité de l'enseignement.

Dans le secteur de la santé, plusieurs programmes de modernisation sont engagés au fil des années. Des hôpitaux sont construits ou réhabilités, des campagnes de vaccination sont renforcées et des initiatives de couverture santé voient progressivement le jour. Malgré ces efforts, l'accès aux soins reste très inégal selon les régions, particulièrement dans les zones rurales.

L'accès à l'eau potable et à l'électricité demeure également un défi majeur. Bien que plusieurs barrages, réseaux électriques et projets hydrauliques aient été réalisés ou annoncés, une grande partie de la population continue de vivre sans accès régulier à ces services essentiels.

Le développement des infrastructures

routières constitue un autre chantier important. Plusieurs routes nationales ont été réhabilitées ou construites depuis 2001. Les réseaux de télécommunications connaissent également une transformation spectaculaire avec l'arrivée de la téléphonie mobile, de l'internet et des services numériques.

En revanche, le réseau ferroviaire, les transports publics et certaines infrastructures stratégiques accusent encore un retard important par rapport aux besoins d'un pays continent comme la RDC.

Ainsi, si les services publics se sont incontestablement développés depuis vingt-cinq ans, leur qualité et leur couverture restent très inégales selon les provinces et les capacités financières de l'État.

3. LE DÉFI DE LA BONNE GOUVERNANCE : TRANSFORMER LES RÉFORMES EN RÉSULTATS

L'expérience des vingt-cinq dernières années montre qu'une réforme ne produit pas automatiquement les résultats attendus. Les lois peuvent être adoptées, les institutions créées et les programmes lancés, mais leur réussite dépend essentiellement de la qualité de leur mise en œuvre.

La lutte contre la corruption reste l'un des principaux défis de la gouvernance congolaise. Plusieurs gouvernements successifs ont annoncé des réformes destinées à renforcer la transparence, améliorer la gestion des finances publiques et moderniser l'administration. Des progrès ont été réalisés dans la numérisation de certains services, la mobilisation des recettes et le contrôle des dépenses publiques. Cependant, les rapports internationaux continuent de souligner que la corruption demeure un obstacle majeur au développement. Elle réduit l'efficacité des investissements publics, affaiblit la confiance des citoyens et décourage parfois les investisseurs.

La gouvernance locale constitue également un enjeu déterminant. Le découpage territorial n'atteindra pleinement ses objectifs que si les provinces disposent de ressources suffisantes, d'administrations compétentes et d'une réelle autonomie de gestion.

Le défi est donc moins de créer de nouvelles

institutions que de rendre celles qui existent plus efficaces, plus transparentes et plus proches des citoyens.

Les nouvelles technologies offrent aujourd'hui des perspectives importantes. La digitalisation de l'administration, les paiements électroniques, les services publics en ligne et la modernisation des systèmes fiscaux peuvent contribuer à réduire certaines pratiques frauduleuses tout en facilitant les démarches administratives.

Mais aucune réforme technique ne remplacera la nécessité d'une gouvernance responsable. La qualité des dirigeants, le respect des lois, l'indépendance de la justice, la participation citoyenne et le contrôle des institutions demeurent les fondements d'un État moderne.

CONCLUSION

Depuis 2001, la République démocratique du Congo a profondément évolué. Les institutions ont été reconstruites, les élections sont devenues régulières, la décentralisation a redessiné l'organisation territoriale du pays et plusieurs réformes sociales ont amélioré l'accès de millions de citoyens à certains services publics.

Cependant, ces progrès restent souvent en décalage avec les attentes de la population. Beaucoup de Congolais continuent de mesurer la présence de l'État à travers des difficultés quotidiennes : lenteurs administratives, accès limité à la justice, insuffisance des infrastructures, faiblesse des services de santé, manque d'électricité ou d'eau potable.

Le véritable défi des prochaines années ne sera donc pas seulement de poursuivre les réformes, mais de faire en sorte que chaque citoyen puisse constater concrètement leur impact dans sa vie quotidienne.

L'histoire des vingt-cinq dernières années montre que la gouvernance ne se résume pas à la création d'institutions. Elle se mesure à la capacité de l'État à protéger, servir et améliorer durablement les conditions de vie de sa population.

La force d'un État ne réside pas uniquement dans ses textes de loi ou dans ses administrations, mais dans la confiance que les citoyens lui accordent. C'est cette confiance qui constitue le véritable fondement du développement et de la stabilité d'une nation.

LE SCANDALE DE L'ABONDANCE

POURQUOI UN PAYS AUSSI RICHE PEINE-T-IL ENCORE À NOURRIR, INDUSTRIALISER ET DÉVELOPPER SA POPULATION ?



Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO
La République démocratique du Congo est souvent présentée comme l'un des pays les plus riches du monde en ressources naturelles. Son sous-sol contient du cuivre, du cobalt, de l'or, du coltan, du diamant, de l'étain, du pétrole et d'autres minerais stratégiques. Son sol dispose d'un immense potentiel agricole. Ses forêts font partie du deuxième plus grand massif forestier tropical de la planète. Son fleuve porte l'un des plus grands potentiels hydroélectriques au monde.

Pourtant, dans la vie quotidienne, cette abondance ne se traduit pas encore par une prospérité largement partagée. Une grande partie de la population reste confrontée à la pauvreté, au

chômage, aux routes insuffisantes, au manque d'électricité, aux importations alimentaires et à la faible industrialisation.

Le paradoxe congolais est donc simple à formuler mais difficile à résoudre : comment un pays aussi riche peut-il encore peiner à transformer ses ressources en bien-être pour sa population ?

1. UN GÉANT NATUREL AU POTENTIEL EXCEPTIONNEL

Peu de pays au monde concentrent autant d'atouts naturels que la RDC. Dans le secteur minier, le pays occupe une place stratégique. Le cobalt congolais est indispensable à l'industrie mondiale des batteries, des téléphones, des ordinateurs et des véhicules électriques. Le cuivre, produit en grande quantité, reste

essentiel pour l'électricité, les infrastructures, les télécommunications et la transition énergétique.

À ces minerais s'ajoutent l'or, le coltan, l'étain, le diamant, le manganèse, le lithium dans certaines zones, le pétrole, le gaz et d'autres ressources encore sous-exploitées. Dans un monde qui cherche davantage de métaux pour l'énergie propre et les technologies modernes, la RDC se retrouve au cœur des rivalités économiques internationales.

Mais la richesse congolaise ne se limite pas au sous-sol.

Sur le plan agricole, le pays dispose de vastes terres arables, d'une pluviométrie importante et de plusieurs zones agroécologiques capables de produire du manioc,

→ **Lire la suite page 8**

Suite — RESSOURCES

du riz, du maïs, du cacao, du café, de l'huile de palme, du sucre, des fruits, des légumes et de nombreuses autres cultures. Avec une organisation efficace, la RDC pourrait non seulement nourrir sa population, mais aussi devenir une puissance agricole régionale.

Sur le plan forestier, le pays abrite une grande partie des forêts du bassin du Congo. Ces forêts jouent un rôle écologique mondial dans la régulation du climat, la conservation de la biodiversité et la protection des sols. Elles représentent aussi un potentiel économique important, à condition d'être gérées de manière durable. Sur le plan énergétique, le fleuve Congo offre un avantage exceptionnel. Le potentiel hydroélectrique d'Inga est régulièrement cité parmi les plus importants au monde. Bien exploité, il pourrait fournir de l'énergie à l'industrie, aux ménages, aux villes, aux zones rurales et même à certains pays voisins.

La RDC possède donc les bases naturelles d'une grande puissance économique : minerais stratégiques, terres fertiles, eau abondante, forêts immenses, position géographique centrale et population jeune. Mais posséder des ressources ne suffit pas. Le véritable enjeu est de les transformer.

2. UNE RICHESSE QUI SORT DU PAYS SANS CRÉER ASSEZ DE VALEUR LOCALE

Le principal problème de la RDC n'est pas l'absence de ressources, mais la faible transformation locale de ces ressources.

Le pays exporte beaucoup de matières premières, mais transforme encore trop peu sur place. Le cuivre et le cobalt quittent le territoire sous forme brute ou semi-transformée, avant d'être utilisés dans des industries situées ailleurs. L'or, le coltan, le bois, le café ou le cacao suivent souvent la même logique.

Ce modèle limite fortement les bénéfices pour l'économie nationale. Lorsqu'un pays exporte une matière première sans la transformer, il gagne moins que celui qui fabrique le produit final. La valeur ajoutée, les emplois industriels, les compétences techniques, les innovations et les chaînes de sous-traitance se développent alors à l'étranger. C'est ainsi qu'un pays peut être riche en cobalt tout en important des batteries. Il peut produire du café tout en consommant du café transformé ailleurs. Il peut disposer de forêts immenses tout en manquant d'une véritable industrie moderne du bois. Il peut posséder un potentiel agricole énorme tout en important une partie importante de son alimentation.

A cela s'ajoute le problème des infrastructures. Une économie de transformation a besoin de routes, de chemins de fer, d'électricité, de ports, de zones industrielles et de services logistiques. Sans ces outils, produire

localement coûte cher, transporter devient difficile et investir devient risqué.

Le déficit énergétique constitue un autre frein majeur. Malgré l'immense potentiel hydroélectrique du pays, une grande partie de la population n'a pas encore accès à une électricité stable. Sans énergie fiable, il est difficile de développer des usines, des chambres froides, des ateliers, des petites industries ou une agriculture moderne. La gouvernance des ressources reste également une question centrale. Les contrats miniers, les recettes publiques, la traçabilité des minerais, la fiscalité, la lutte contre la fraude et la transparence sont des éléments essentiels. Lorsque la gestion est faible, la richesse naturelle peut alimenter la corruption, les conflits et les inégalités au lieu de financer le développement.

Dans certaines zones, l'insécurité aggrave encore la situation. Les groupes armés, les trafics transfrontaliers, les taxes illégales et les circuits informels privent l'État d'une partie de ses revenus et empêchent les populations locales de bénéficier normalement de leurs ressources.

Le paradoxe est donc profond : la RDC est riche, mais une partie importante de cette richesse est exportée avant d'avoir réellement transformé le pays.

3. TRANSFORMER L'ABONDANCE EN PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

La RDC ne doit pas seulement chercher à produire davantage. Elle doit surtout chercher à transformer davantage.

La première piste est l'industrialisation locale. Le pays doit encourager la création d'usines de transformation du cuivre, du cobalt, du bois, des produits agricoles et d'autres matières premières. L'objectif n'est pas de tout transformer immédiatement, mais de monter progressivement dans la chaîne de valeur.

Dans le secteur minier, cela signifie développer davantage de capacités locales de raffinage, de fabrication de composants et, à long terme, d'industries liées aux batteries, à l'électricité et aux technologies modernes.

Dans l'agriculture, cela signifie produire plus, mais aussi transformer sur place : farine de manioc, riz local, huile végétale, café torréfié, cacao transformé, jus, conserves, aliments pour bétail et produits agro-industriels. Une agriculture modernisée peut créer massivement des emplois, réduire les importations et renforcer la sécurité alimentaire.

La deuxième piste est l'énergie. Sans électricité, il n'y a pas de véritable industrialisation. La RDC doit investir dans les grands projets hydroélectriques, mais aussi dans des solutions locales : mini-barrages, solaire, réseaux provinciaux et électrification rurale. L'énergie doit servir les mines, mais aussi les ménages, les écoles, les hôpitaux, les PME et les villages.

La troisième piste est la logistique. Un pays aussi vaste ne peut pas se développer sans routes, ponts, chemins de fer, ports fluviaux et corridors économiques. Les provinces doivent être connectées entre elles. Les bassins de production agricole doivent être reliés aux marchés. Les zones minières doivent être liées aux zones industrielles.

La quatrième piste est la formation. Transformer les ressources exige des techniciens, ingénieurs, agronomes, géologues, mécaniciens, informaticiens, gestionnaires et entrepreneurs. Les universités, instituts techniques et centres de formation professionnelle doivent être alignés sur les besoins réels de l'économie. La cinquième piste est la bonne gouvernance. Les ressources naturelles doivent financer l'éducation, la santé, les routes, l'électricité et les emplois. Cela exige plus de transparence, un meilleur contrôle des contrats, une fiscalité plus efficace, une lutte crédible contre la fraude et une gestion responsable des revenus publics.

La sixième piste est la protection de l'environnement. Développer ne doit pas signifier détruire. Les forêts du bassin du Congo sont un patrimoine national et mondial. Leur exploitation doit être organisée de manière durable, en protégeant les communautés locales, la biodiversité et les générations futures.

Le vrai choix stratégique de la RDC est donc clair : rester un simple exportateur de matières premières ou devenir un pays de transformation, de production et d'innovation.

CONCLUSION

La RDC ne manque pas de richesses. Elle manque encore d'un modèle capable de transformer cette abondance en prospérité réelle pour sa population.

Le pays possède les minerais du futur, des terres agricoles immenses, des forêts stratégiques, un potentiel énergétique exceptionnel et une population jeune. Mais ces atouts ne produiront pas automatiquement le développement.

L'histoire économique montre que les pays deviennent prospères lorsqu'ils transforment leurs ressources, créent de la valeur ajoutée, développent leur industrie, protègent leur agriculture, forment leur jeunesse et construisent des institutions capables de gérer l'intérêt général.

Pour la RDC, le défi n'est donc pas seulement d'extraire plus de cuivre, plus de cobalt ou plus d'or. Le véritable défi est de transformer ces ressources en routes, en écoles, en hôpitaux, en emplois, en usines, en énergie et en dignité pour les citoyens.

La richesse naturelle est une chance. Mais sans vision, sans gouvernance et sans transformation locale, elle peut rester une promesse inachevée.

Le scandale de l'abondance congolaise n'est pas que le pays soit pauvre. Le vrai scandale est qu'il possède presque tout pour ne pas l'être.

VINGT-CINQ ANS DE DIPLOMATIE

QUELLE PLACE POUR LE CONGO EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ?



Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

Depuis 2001, la République démocratique du Congo n'a pas seulement cherché à reconstruire son territoire, son économie et ses institutions. Elle a aussi dû reconstruire sa place dans le monde.

Sortie d'une guerre régionale ayant impliqué plusieurs pays voisins, la RDC a longtemps été perçue comme un espace de crise, de négociations, d'interventions internationales et de rivalités autour de ses ressources. Vingt-cinq ans plus tard, le pays reste confronté à de fortes tensions régionales, mais son poids stratégique n'a jamais été aussi évident.

Minerais critiques, forêt du bassin du Congo, fleuve Congo, position géographique centrale, marché démographique en expansion : la RDC possède des atouts qui intéressent l'Afrique et le monde. Mais une question demeure : le pays est-il devenu un véritable acteur de son destin diplomatique ou reste-t-il encore trop souvent un terrain où se croisent les intérêts des autres ?

1. D'UN PAYS EN GUERRE À UN ÉTAT EN RECONSTRUCTION DIPLOMATIQUE

Au début des années 2000, la diplomatie congolaise est d'abord une diplomatie de sortie de guerre. La priorité n'est pas encore de conquérir une influence internationale, mais de préserver l'unité du pays, obtenir le retrait des forces étrangères et reconstruire une autorité nationale reconnue. Les accords de paix, le dialogue intercongolais, les négociations de Sun City et la transition politique permettent progressivement de remettre la RDC dans un cadre institutionnel accepté par les principaux acteurs internes et externes. Le pays sort lentement de l'image d'un État éclaté pour redevenir un interlocuteur diplomatique central dans la région des Grands Lacs. Durant cette période, les Nations unies jouent un rôle majeur à travers la MONUC, devenue plus tard MONUSCO. La présence onusienne accompagne le processus de transition, les élections, la protection des civils et les efforts de stabilisation. Cette présence illustre

toutefois une réalité ambivalente : la RDC bénéficie d'un appui international important, mais cette aide montre aussi les limites de la capacité de l'État à assurer seul son autorité sur l'ensemble du territoire. Sous Joseph Kabila, la diplomatie congolaise cherche donc avant tout à rétablir la souveraineté formelle du pays. La RDC réactive ses relations avec ses voisins, les organisations régionales et les partenaires internationaux. Elle renoue également avec les grandes institutions financières et attire progressivement de nouveaux investissements, notamment dans le secteur minier. Mais cette reconstruction diplomatique reste fragile. Les tensions avec certains voisins ne disparaissent pas. Les groupes armés actifs dans l'Est maintiennent la RDC dans une situation d'urgence permanente. Les relations régionales oscillent alors entre coopération, méfiance et accusations réciproques. La première grande leçon de cette période est claire : pour la RDC, la diplomatie n'a jamais été séparée de la sécurité. Chaque crise militaire à l'Est devient → **Lire la suite page 10**

Suite — DIPLOMATIE

rapidement une crise régionale, africaine et internationale.

2. UNE DIPLOMATIE ENTRE ALLIANCES, MÉFIANCES ET INTÉRÊTS STRATÉGIQUES

Entre 2006 et 2019, la RDC tente de consolider sa place régionale et internationale. Elle reste membre de plusieurs cadres africains, notamment la SADC, la CIRGL, l'Union africaine et les Nations unies. Elle entretient également des relations importantes avec l'Angola, l'Afrique du Sud, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, la Chine, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres partenaires. La Chine prend une place croissante dans l'économie congolaise, particulièrement à travers les mines et les infrastructures. Le partenariat autour de Sicomines illustre cette nouvelle phase : la RDC échange l'accès à certaines ressources minières contre des promesses d'investissements dans les infrastructures. Ce type de coopération montre comment les ressources naturelles deviennent un instrument diplomatique, mais aussi un sujet de débat national sur l'équilibre réel des bénéfices. Les pays occidentaux, eux aussi, restent présents. Les États-Unis, l'Union européenne, la Banque mondiale, le FMI et d'autres partenaires interviennent dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité, du développement, de l'aide humanitaire et, de plus en plus, des minerais stratégiques. La transition énergétique mondiale redonne une importance particulière au cobalt, au cuivre et à d'autres ressources dont la RDC dispose.

À partir de 2019, sous Félix Tshisekedi, la diplomatie congolaise devient plus active et plus visible. La RDC cherche à diversifier ses partenariats, à renforcer son influence régionale et à replacer la question sécuritaire de l'Est au centre des débats internationaux. L'adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est en 2022 marque un tournant. Elle formalise davantage l'ancrage de l'Est congolais dans l'espace économique et sécuritaire est-africain. Mais cette adhésion révèle aussi la complexité de la diplomatie congolaise : entrer dans une communauté régionale ne suffit pas à résoudre les tensions avec certains membres de cette même communauté.

Les processus de Nairobi et de Luanda illustrent cette réalité. Le premier vise notamment le dialogue avec les groupes armés et la

stabilisation de l'Est. Le second se concentre davantage sur les tensions entre la RDC et le Rwanda. Ces initiatives montrent que la paix en RDC ne dépend pas uniquement des décisions prises à Kinshasa. Elle dépend aussi d'équilibres régionaux, de garanties internationales et de la capacité des acteurs à respecter leurs engagements.

Dans ce contexte, la RDC se retrouve souvent au centre d'un jeu diplomatique complexe : elle doit défendre sa souveraineté, rechercher des alliances, obtenir des pressions internationales sur certains acteurs, négocier avec les organisations régionales et, en même temps, préserver ses intérêts économiques. La deuxième grande leçon est donc celle-ci : la RDC est devenue un pays trop stratégique pour être ignoré, mais encore trop fragile pour imposer pleinement ses propres règles du jeu.

3. DE TERRAIN D'ENJEUX À ACTEUR DE SON DESTIN ?

Les vingt-cinq dernières années montrent une évolution importante. La RDC n'est plus seulement regardée comme un pays en guerre. Elle est aussi regardée comme un pays indispensable à plusieurs enjeux mondiaux.

D'abord, il y a les minerais stratégiques. Le cobalt et le cuivre placent le Congo au cœur de la transition énergétique mondiale. Les véhicules électriques, les batteries, les télécommunications et les infrastructures énergétiques donnent une nouvelle valeur diplomatique aux ressources congolaises. Ce qui était autrefois perçu uniquement comme une richesse minière devient désormais un levier géopolitique. Ensuite, il y a l'environnement. Les forêts du bassin du Congo jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat. Dans les débats internationaux sur le climat, la RDC peut défendre une position forte : préserver ses forêts, oui, mais avec une juste compensation, des investissements réels et un respect des droits des communautés locales.

Il y a aussi la position géographique. Située au cœur du continent, la RDC peut devenir un pont entre l'Afrique centrale, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Atlantique. Les corridors économiques, les routes, les ports, les chemins de fer et les interconnexions énergétiques peuvent transformer le pays en carrefour régional. Mais pour passer du potentiel à l'influence réelle, la RDC doit

résoudre plusieurs défis internes. Une diplomatie forte repose toujours sur un État fort. Un pays instable attire l'attention, mais pas toujours le respect. Un pays riche en ressources attire les partenaires, mais s'il négocie mal, il peut perdre une partie de la valeur de ses propres richesses.

La RDC doit donc construire une diplomatie plus stratégique. Cela signifie mieux préparer ses négociations, mieux défendre ses contrats, mieux coordonner ses positions entre ministères, mieux utiliser ses ambassades et mieux relier sa politique étrangère aux priorités nationales : sécurité, économie, industrie, agriculture, énergie et climat. La troisième grande leçon est simple : l'influence internationale de la RDC dépendra de sa capacité à transformer ses atouts internes en puissance organisée.

CONCLUSION

En vingt-cinq ans, la diplomatie congolaise est passée d'une diplomatie de survie à une diplomatie de repositionnement. Au début des années 2000, la priorité était de sortir de la guerre, obtenir le retrait des forces étrangères, rétablir l'unité nationale et faire reconnaître les institutions issues de la transition. Aujourd'hui, la RDC doit défendre sa souveraineté dans une région encore instable, négocier autour de ses minerais stratégiques, protéger ses forêts, attirer des investissements et construire des alliances capables de soutenir son développement.

Le pays n'est plus seulement un espace de crise. Il est devenu un acteur incontournable des débats africains et mondiaux sur la paix, les ressources naturelles, le climat et la transition énergétique.

Mais cette importance ne suffit pas. Pour que la RDC cesse d'être seulement un territoire convoité, elle doit devenir un État stratège. Cela exige une diplomatie cohérente, des institutions solides, une sécurité restaurée, des contrats mieux négociés et une vision claire de l'intérêt national.

Après vingt-cinq ans, la question n'est donc plus seulement : quelle place le monde veut-il donner à la RDC ?

La vraie question est désormais : quelle place la RDC veut-elle prendre dans le monde ?

VINGT-CINQ ANS DE JUSTICE ET D'ÉTAT DE DROIT

LA JUSTICE INSPIRE-T-ELLE DAVANTAGE CONFIANCE AUX CITOYENS ?



Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO
Depuis vingt-cinq ans, la République démocratique du Congo a reconstruit ses institutions, organisé des élections, relancé son économie et tenté de restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Mais une question essentielle demeure : la justice congolaise s'est-elle réellement rapprochée du citoyen ?

Dans un État moderne, la justice n'est pas seulement un bâtiment, un juge ou un tribunal. Elle est le dernier recours du faible contre l'arbitraire, du citoyen contre l'abus, de la victime contre l'impunité et de la Nation contre la loi du plus fort. Depuis 2001, la RDC a connu d'importantes réformes judiciaires. La Constitution de 2006 a consacré l'indépendance du pouvoir judiciaire et posé les bases d'une nouvelle architecture des cours et tribunaux. La Cour constitutionnelle, la Cour de cassation et le Conseil d'État ont progressivement pris leur place dans l'organisation institutionnelle du pays. Pourtant, malgré ces avancées, la confiance des citoyens reste fragile. L'accès à la justice demeure difficile pour une grande partie de la population. Les procédures sont souvent longues, les frais élevés, les

prisons surpeuplées et les accusations de corruption persistent. La question n'est donc pas seulement de savoir si la RDC a réformé sa justice. La vraie question est de savoir si ces réformes ont permis aux Congolais de croire davantage en l'État de droit.

1. DES RÉFORMES IMPORTANTES, MAIS UNE APPLICATION ENCORE INÉGALE

Au début des années 2000, la justice congolaise sort d'une période marquée par la guerre, la faiblesse de l'État et la fragmentation du territoire. Dans plusieurs régions, les juridictions fonctionnent difficilement. Les magistrats manquent de moyens, les infrastructures judiciaires sont insuffisantes et l'administration de la justice reste fortement affaiblie. La Constitution de 2006 marque alors une étape importante. Elle affirme l'indépendance du pouvoir judiciaire et organise une nouvelle architecture institutionnelle. La justice congolaise ne doit plus être seulement un instrument administratif, mais un pouvoir à part entière, chargé de dire le droit, protéger les libertés et garantir l'équilibre des institutions. La création de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil

d'État constitue une évolution majeure. La Cour constitutionnelle devient l'organe chargé de contrôler la constitutionnalité des lois, de trancher certains contentieux électoraux et de réguler le fonctionnement des institutions. La Cour de cassation devient la juridiction suprême de l'ordre judiciaire. Le Conseil d'État devient la plus haute juridiction de l'ordre administratif.

Ces institutions renforcent théoriquement l'État de droit. Elles permettent de mieux distinguer les différents types de contentieux et de donner au pays une organisation judiciaire plus moderne. Le Conseil supérieur de la magistrature joue également un rôle important dans la gestion de la carrière, de la discipline et de l'indépendance des magistrats. En principe, il doit contribuer à protéger la magistrature contre les pressions politiques et administratives. Cependant, entre le texte et la réalité, l'écart reste important. Plusieurs institutions prévues par la Constitution n'ont été pleinement opérationnelles qu'après de longues années. Dans de nombreuses provinces, la justice reste confrontée au manque de tribunaux, à l'insuffisance du personnel judiciaire, aux difficultés logistiques et à la faiblesse des moyens financiers.
→ **Lire la suite page 12**

Suite — JUSTICE

La réforme judiciaire existe donc sur le papier, mais son application reste inégale selon les régions. Dans les grandes villes, les citoyens peuvent parfois accéder à plusieurs niveaux de juridictions. Dans certaines zones rurales, éloignées ou en conflit, l'accès au juge reste difficile, parfois presque impossible.

C'est l'un des grands paradoxes de la justice congolaise : les institutions se modernisent au sommet, mais le citoyen ordinaire continue souvent de chercher une justice accessible à la base.

2. ENTRE IMPUNITÉ, JUSTICE MILITAIRE ET JUSTICE TRANSITIONNELLE

La justice congolaise ne peut pas être analysée uniquement à travers les tribunaux ordinaires. Depuis vingt-cinq ans, elle est également confrontée aux conséquences des guerres, des crimes de masse, des violences sexuelles, des conflits armés et des violations graves des droits humains. Dans l'Est du pays, au Kasaï, en Ituri, au Katanga et dans d'autres zones, les violences ont laissé de nombreuses victimes. Massacres, déplacements forcés, pillages, viols, enrôlements forcés, destructions de villages et exactions contre les civils ont marqué l'histoire récente de la RDC.

Face à ces crimes, la justice militaire a souvent joué un rôle central. Plusieurs affaires impliquant des militaires, des policiers ou des membres de groupes armés ont été jugées par des juridictions militaires. Dans certains cas, ces procès ont permis de sanctionner des responsables et de donner un signal contre l'impunité. Mais cette justice militaire a aussi ses limites. Elle est parfois critiquée pour son manque de moyens, sa dépendance aux contextes sécuritaires et sa difficulté à atteindre les plus hauts responsables. Les victimes attendent souvent longtemps avant d'obtenir réparation, lorsque réparation il y a.

La question de la justice transitionnelle reste donc essentielle. La RDC a connu trop de violences pour se contenter d'une justice ordinaire limitée aux dossiers individuels. Il faut également traiter la mémoire collective, la vérité, les réparations, la réconciliation et la responsabilité des auteurs de crimes graves.

Plusieurs initiatives ont été évoquées ou lancées ces dernières années autour de la justice transitionnelle, notamment dans certaines provinces touchées par des conflits. L'objectif est de permettre aux communautés de comprendre ce qui s'est passé, de reconnaître les souffrances des victimes et d'éviter que les mêmes violences se répètent.

La Cour pénale internationale a également joué un rôle dans certains dossiers liés à la RDC. Des responsables de crimes graves commis sur le territoire congolais ont été poursuivis ou condamnés dans le

cadre de procédures internationales. Cela montre que lorsque la justice nationale n'arrive pas à répondre seule à certains crimes, la justice internationale peut intervenir.

Mais la justice internationale ne peut pas remplacer durablement la justice nationale. Pour que l'État de droit soit réel, les Congolais doivent pouvoir trouver justice dans leur propre pays, devant des institutions crédibles, accessibles et respectées.

La lutte contre l'impunité reste donc l'un des plus grands défis. Un pays peut gagner des batailles militaires, organiser des élections et adopter de bonnes lois, mais si les crimes graves restent sans sanction, la confiance dans l'État demeure fragile.

3. LE CITOYEN FACE À LA JUSTICE : CONFIANCE, ACCÈS ET DÉFIS

Pour beaucoup de Congolais, la justice reste perçue comme lente, coûteuse et parfois difficile à comprendre. Cette perception est l'un des principaux obstacles à l'État de droit.

Le premier problème est l'accès. Dans plusieurs zones du pays, les tribunaux sont éloignés. Le citoyen doit parfois parcourir de longues distances pour introduire une plainte, suivre une procédure ou obtenir une décision. À cela s'ajoutent les frais de procédure, les coûts de transport, les honoraires d'avocats et les dépenses informelles qui découragent de nombreuses victimes.

Le deuxième problème est la lenteur. Les dossiers peuvent prendre des mois, parfois des années. Cette lenteur décourage les citoyens et favorise parfois les arrangements privés, les règlements coutumiers ou même la vengeance. Lorsque la justice tarde trop, elle perd une partie de sa force.

Le troisième problème est la détention préventive prolongée. De nombreuses personnes restent longtemps en prison sans jugement définitif. Cette situation contribue à la surpopulation carcérale et alimente le sentiment d'injustice. Les prisons congolaises sont souvent surchargées, mal équipées et confrontées à des conditions de vie difficiles.

Le quatrième problème est la corruption réelle ou supposée. Même lorsqu'un magistrat agit correctement, la perception générale peut nuire à la confiance. Lorsqu'un citoyen croit que la décision dépend de l'argent, de l'influence ou des relations, il cesse de voir la justice comme un refuge.

Le cinquième problème est la faible vulgarisation du droit. Beaucoup de citoyens ne connaissent pas leurs droits, les procédures à suivre, les juridictions compétentes ou les voies de recours possibles. Une justice que le citoyen ne comprend pas reste une justice distante.

Pour restaurer la confiance, la RDC devra donc agir à plusieurs niveaux. Il faudra renforcer l'indépendance des magistrats, améliorer leurs conditions

de travail, rapprocher les tribunaux des populations, réduire les délais, développer l'aide légale, humaniser les prisons et lutter sérieusement contre la corruption judiciaire.

La modernisation numérique peut aussi aider. L'informatisation des dossiers, la publication des décisions, la traçabilité des procédures et la transparence des frais peuvent réduire certaines pratiques abusives et améliorer l'efficacité du système. Mais la réforme la plus importante reste morale et institutionnelle. La justice doit convaincre les citoyens qu'elle est capable de protéger les faibles contre les puissants, les pauvres contre les abus, les victimes contre l'oubli et la société contre l'impunité.

CONCLUSION

En vingt-cinq ans, la RDC a profondément réformé son architecture judiciaire. La Constitution de 2006, la mise en place de nouvelles hautes juridictions, le rôle du Conseil supérieur de la magistrature, les efforts contre l'impunité et les débats sur la justice transitionnelle montrent que le pays n'est pas resté immobile.

Mais ces réformes n'ont pas encore suffi à installer une confiance solide et généralisée dans la justice. Pour beaucoup de citoyens, l'accès au juge reste difficile, les procédures restent longues, les prisons restent surpeuplées et la justice semble encore trop souvent réservée à ceux qui ont les moyens de l'atteindre. La RDC a donc construit une justice plus organisée au sommet, mais elle doit encore bâtir une justice plus proche à la base.

L'État de droit ne se mesure pas seulement par l'existence des cours et tribunaux. Il se mesure à la capacité d'un citoyen ordinaire à obtenir justice sans peur, sans corruption, sans humiliation et sans attendre indéfiniment.

Après vingt-cinq ans, la grande question demeure : la justice congolaise sera-t-elle seulement une institution de l'État, ou deviendra-t-elle enfin une véritable garantie pour chaque citoyen ?

La sécurité protège les frontières et les populations. Mais seule une justice crédible peut protéger durablement la Nation.

EQUIPE RÉDACTION CENTRALE

Membres

- Paulin kibando sengi
- Marty Dacruz Olemba
- Awa Jean de Dieu
- Guellord Risasi
- Anselme Syangoma

Collaborateurs

- Javier Maroy
- Daniel BISIBU